ARCHIVES P.C.B.
K.P.B. ARCHIEF

LE DRAPEAU ROUGE

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE (S.B.I.C.)

Fondateur : Joseph Jacquemotte

NOUVELLE SÉRIE. N° 42. JANVIER 1943 PRIX : 1 FRANC.

1943 doit être l'année de la victoire!

L'année 1942 s'est terminée par des succès sur tous les fronts. Partout les puissances fascistes sont acculées à la défensive. Les Japonais le sont dans le Pacifique et en Birmanie. Les Germano-Italiens le sont en Afrique du Nord. Et, sur le Front de l'Est, sur ce front gigantesque qui reste le théâtre essentiel où se joue le destin des peuples libres, les hordes hitleriennes encaissent de plus en plus lourdement les coups de bélier de l'Armée Rouge.

Alors qu'il y a un an les forces de l'Axe étaient encore à l'apogée de leur puissance, la situation s'est à présent complètement renversée en faveur des Alliés; et rien ne le montre mieux que les percées foudroyantes de l'Armée Rouge et les vastes batailles d'encerclement qui sont en train d'enfermer dans la vaste souricière du Don les hordes nazies imprudemment lancées à l'assaut de Stalingrad.

Quoique l'absence d'un deuxième front en Europe ait provisoirement sauvé Hitler du désastre en lui permettant de garder 179 des 256 divisions allemandes sur le front de l'Est, l'Armée Rouge a magnifiquement mené la lutte contre son terrible adversaire et le souvenir de l'année 1942 sera à tout jamais dominé par cette résistance victorieuse du pays des Soviets. Aujourd'hui, le monde entier reconnait quel rôle énorme l'U.R.S.S. joue dans la lutte contre l'hitlérisme, et dans le télégramme qu'il adressa le 7 novembre au Gouvernement soviétique au nom du Gouvernement belge, le ministre Spaak a marqué avec raison que « la liberté du peuple belge et celle de tous les peuples opprimés sous le joug des hitleriens sera en grande partie le fruit des efforts et sacrifices des peuples de l'U. R. S. S. ».

* * *

Cette admiration grandissante pour la vaillance des combattants soviétiques ne peut évidemment se limiter aux manifestations verbales; elle doit se concrétiser dans les actes, elle impose des devoirs.

Des devoirs aux Alliés de l'U. R. S. S.

(*Voir suite à la page 4*)

Des grèves contre les déportations éclatent à l'Arsenal de Cuesmes, chez Goldschmidt et dans la région de Huy

Seule la lutte fera reculer les esclavagistes hitleriens!

S'inspirant du bel exemple des métallurgistes liégeois dont la grève résolue a forcé les négriers nazis à surseoir à toute réquisition dans les grandes usines sidérurgiques de la région, les travailleurs recourent partout à la seule arme capable de faire reculer l'occupant : la lutte, la grève contre la déportation.

A l'Arsenal de Cuesmes, 120 ouvriers ayant reçu leur convocation, tous les cheminots firent grève sur le tas. Ce n'est que sous la menace de revolvers et de mitraillettes de la Feldgendarmerie qu'ils reprirent le travail au ralenti; le jour du départ des déportés, la grève rebondit tandis que la gendarmerie allemande devait charger à plusieurs reprises les femmes qui manifestaient à la gare.

Les cheminots de Huy et de Statte ont aussi déclenché la grève, obligeant ainsi les Allemands à reporter les déportations à plus tard.

Malgré la répression et la présence de soldats allemands, les ouvriers d'Ombret ont fait grève pendant 4 jours, forçant l'ennemi à remettre les départs au 5 janvier.

Au dépôt de Luttre, 60 ouvriers désignés ont refusé de se présenter. Au dépôt du vicinal de Leerbeek (Bruxelles), les tramwaymen ont fait grève toute la matinée après avoir fait dérailler deux motrices. Chez Goldschmidt, dans le Centre, une centaine d'ouvriers ayant été licenciés à la section Aciérie, la grève fut déclenchée et les licenciements rapportés.

Devant cette résistance grandissante, les hitleriens ont de nouveau dû jeter du lest : ils ont renoncé aux réquisitions pendant la période des fêtes, reportant au 4 janvier les nouveaux départs qui avaient déjà été organisés.

Mais ce répit n'est évidemment que provisoire; dès le début de janvier, les rafles recommenceront de plus belle si la lutte de notre peuple tout entier ne force pas l'ennemi à battre en retraite.

Il importe donc de concrétiser encore plus énergiquement la riposte et l'exemple des métallurgistes de Liége

(*Suite à la page 4*)

163 sur 1000

DR Sans tambours ni trompettes, les survivants de la « Légion Wallonie » sont rentrés en Belgique. Par petits paquets : 88 hommes un jour ; 75 le lendemain; enfin, le « chef », tout seul, rasant les murs.

Les voilà donc à 164 rescapés. Ou, plus exactement, à 163, car le bluff fasciste a jeté une note burlesque sur cette macabre odyssée en racontant qu'un Russe (?) de Stalingrad (où la Légion n'est jamais allée) s'est faufilé à travers les lignes allemandes tout exprès pour rejoindre les rangs de cette « Wallonische Infanterie » (sic) dont la renommée avait atteint les rives de la Volga!!!

On avouera que cette intéressante recrue ne représente qu'une médiocre compensation pour les pertes dont le retour des 163 apporte le lamentable aveu.

En effet, c'est au nombre de 1.000 que ces lascars étaient partis conquérir l'Oural.

Certains d'entre eux, comme Hubermont, ne dépassèrent pas la gare des Guillemins; d'autres, comme le trotskiste Nisole, durent être rapatriés d'urgence pour diarrhée chronique. N'empêche que, d'après les propres chiffres du « Pourri Réel », 600 d'entre eux arrivèrent en fin de compte au front.

Comme il n'en revient que 163, cela signifie qu'en plus des « environ 150 tués » officiellement avoués, quelque 300 mercenaires sont, soit hors de combat, disparus, prisonniers ou grièvement blessés à l'hôpital.

Ce bilan en dit long sur l'efficacité du tir de l'Armée Rouge. Pris comme échantillon des pertes massives de Hitler, il confirme amplement les assertions soviétiques qui évaluent à 8 millions d'hommes les pertes globales des nazis.

Cette démonstration réconfortante des résultats obtenus par nos camarades russes nous encouragera à développer encore notre lutte libératrice : par exemple en taillant quelques vides de plus dans ce qui reste de la Légion feldgrau.

L'Armée Rouge marche vers le Bassin du Donetz

ELLE A FAIT 56.000 PRISONNIERS EN 10 JOURS

Le 16 décembre, l'Armée Rouge déclencha une nouvelle offensive, sur le cours moyen du Don cette fois. Franchissant ce fleuve, les troupes soviétiques atteignirent le chemin de fer Voronèje-Rostov et, bousculant les hitleriens, elles descendirent rapidement vers le Sud des deux côtés de cette voie. En dix jours, l'Armée Rouge avait avancé de quelque 200 kilomètres ; 56.000 nazis avaient été fait prisonniers et 57.000 avaient été tués. Des centaines de localités, parmi lesquelles les villes de Bogoutchar, Mankowo-Kalitvenskaïa, Cheptoukhovka, Degtevo, Morovska, Olchovy-Rog, Bolchinskaïa, Berezovo, etc., avaient été libérées.

Cette progression rapide met les troupes nazies qui se trouvent encore devant Stalingrad dans une situation chaque jour plus critique. Ces troupes, à présent coupées de toutes communications ferroviaires avec l'extérieur sont prises dans un gigantesque étau qui se resserre chaque jour. Les forces soviétiques opérant au Sud du Don ont, en effet, repoussé les contre-attaques que l'ennemi avait lancé dans la région de Kotelnikovo et ont raffermi leur main-mise sur le chemin de fer qui va de Stalingrad à Krasnodar.

Plus de la moitié du territoire compris dans la boucle du Don est à présent reconquis et, à Stalingrad même, les héroïques défenseurs reconquièrent les unes après les autres les usines où l'ennemi avait un moment pris pied.

Dans le secteur central, l'Armée Rouge réduit systématiquement les poches allemandes dans la région de Velïki-Luki.

Enfin, dans le Caucase central, les combattants soviétiques sont là aussi passés à l'offensive, reprenant d'emblée plusieurs localités parmi lesquelles la ville d'Alagir.

"COLLABORER", C'EST TRAHIR!

Romsée et Schuind cherchent des alibis.

Faut-il que la résistance de notre peuple soit puissante et la défaite hitlerienne de plus en plus certaine pour que des Romsée et des Schuind soient aujourd'hui réduits à essayer de se forger des alibis! Ces deux secrétaires généraux usurpateurs, « kollaborateurs » impénitents qui avaient jusqu'ici obéi au doigt et à l'œil à l'occupant, viennent, en effet, de... se désolidariser de leur maître en ce qui concerne les déportations.

Romsée a fait signifier à tous les bourgmestres que « les Secrétaires généraux ont estimé qu'il serait impossible à aucun d'eux, de même qu'à aucun service belge qui leur serait subordonné, de collaborer ou participer d'une manière quelconque à l'exécution de l'ordonnance allemande du 6 octobre sans méconnaître les intérêts qu'ils ont charge de défendre ».

Et il a signalé d'autre part aux autorités belges de gendarmerie « qu'à l'avenir elles ne doivent donner aucune suite aux ordres émanant de l'autorité allemande concernant l'arrestation ou le fait d'amener des citoyens belges conformément à l'ordonnance allemande du 6 octobre ».

De son côté, Schuind a fait transmettre aux autorités judiciaires une circulaire qui déclare : « Le magistrat qui faciliterait des déportations de ses compatriotes ou des enrôlements au service de l'Etat qui occupe la Belgique, manquerait gravement à ses devoirs envers la Patrie et s'exposerait à des mesures répressives. La police et la gendarmerie qui se prêteraient à l'exécution de mesures qui portent une atteinte grave à la liberté de nos compatriotes; manqueraient gravement à leur devoir et s'exposeraient également à de très lourdes responsabilités et même à des sanctions pénales ».

Ce virage sur l'aile ne sauvera certes pas des canailles comme Romsée et Schuind de leur juste châtiment. Mais leur pantalonnade doit faire comprendre à tous les fonctionnaires du pays qu'il est plus que temps qu'ils réagissent énergiquement contre les ukases de l'occupant. Il est certain, pour ne prendre qu'un exemple parmi tant d'autres, que des bourgmestres qui refuseraient leurs timbres de ravitaillement aux travailleurs qui se soustraient aux réquisitions de l'occupant, se rendraient coupables de complicité directe avec l'ennemi.

C'est la honteuse politique de « collaboration » qui a permis d'arriver à un point où toutes les administrations belges sont chaque jour sollicitées de se faire les agents de l'ennemi. Il est plus que temps de renverser la vapeur et il importe que bourgmestres, fonctionnaires et magistrats sabotent dorénavant résolument TOUTES les mesures édictées par l'ennemi ou inspirées par lui

Et nos industriels?

Mais nos industriels vont-ils, eux, continuer à collaborer avec l'ennemi?

Nous n'ignorons pas que, dans les milieux patronaux, une inquiétude grandissante se manifeste à mesure que se précise l'inévitable débâcle des nazis. Diable! C'est qu'il sera malaisé, après la victoire, d'expliquer qu'on a « fait la guerre » en ravitaillant l'ennemi! D'autant plus que « l'argument » que c'était « pour éviter la déportation du personnel » tombe à présent que l'ennemi rafle quand même tous les hommes valides.

Alors? Nombreux sont les industriels qui multiplient les proclamations de foi patriotiques et il se peut que certains d'entre eux soient sincères. Mais le « patriotisme » verbal ne suffit guère. C'est d'après leurs ACTES et non d'après leurs paroles que le pays jugera les chefs d'entreprises : d'après la réalité de l'appui qu'ils prêteront aux ouvriers qui résistent aux déportations; d'après l'attitude qu'ils adopteront effectivement à l'égard de l'occupant.

Or, la vérité oblige de constater que, malgré toutes leurs déclarations, nos chefs d'industrie travaillent de plus en plus totalement pour l'ennemi.

Les charbonnages et les cimenteries travaillent à peu près exclusivement pour les Allemands. Dans la métallurgie, non seulement les grandes usines sidérurgiques livrent le plus clair de leur production à l'ennemi, mais la plupart des ateliers de construction travaillent avant tout pour la Wehrmacht.

Citons quelques exemples typiques. De Malzinne (Sclessin) fabrique des réducteurs de vitesse pour tanks. « Cuivre et Zinc » (Liége) fournit 1.250.000 cartouches par jour. Pieper (Herstal) fabrique des pièces pour canons. Bailly et Mathot (Bois de Breux), des coupoles pour tanks. Defawes (Herstal) et Liégeois-Brassine (Bressoux) des gazogènes pour l'armée allemande. Les Chantiers navals Boël (Tamise) terminent deux bateaux de haute mer de 2.800 t Les Ateliers Carels (Gand) ont commencé la construction de 250 canons à longue portée contre avions. Les Laminoirs Dumonceau (Méry) fabriquent des tôles qui sont expédiées aux chantiers navals de Brême. Les Atetiers du Thiriau (La Croyère) fabriquent des pompes à huile pour le Caucase. Les sociétés de Godarville et La Croyère, travaillant de concert, l'une pour les châssis. l'autre pour les cuves, sortent actuellement 3 wagons-citernes par jour pour les Allemands. Et nos usines métallurgiques ont livré des centaines de wagons de chemin de fer à l'ennemi.

Ce scandale va-t-il continuer?

Des collaborateurs conscients.

Toute une série de faits montre que c'est de leur plein gré et en accord complet avec l'occupant que nos chefs d'entrepises poursuivent cette activité qui leur vaut d'importants bénéfices matériels.

Une délégation comprenant des représentants de Cockerill, Haine-Saint-Pierre, La Meuse, Tubize, U. M. H., L'Energie et l'Anglo-Franco-Belge s'est ainsi rendue en Allemagne, au mois d'août dernier, tout exprès pour étudier la possibilité de fabriquer chez nous pour le compte des Allemands, des « Kriegslokomotiv » en grande série. Et le rapport sur ce voyage, rédigé par M. Lempereur, de Cockerill, est résolument favorable aux projets allemands et précise en toutes lettres que le dit Lempereur est « pour la collaboration ».

La S. N. C. I. au secours de l'ennemi.

Et il y a pis! Voilà un an, le groupe Fabelta-Solvay créa, en collaboration avec un groupe allemand, une nouvelle société, la « Fibranne belge » qui installa une usine à Zwynaerde pour fabriquer en grandes quantités des produits textiles artificiels pour l'armée allemande. Cette nouvelle société fut constituée avec un capital de 60 millions; cette somme ne suffisant pas pour construire les installations, la société sollicita... et obtint de la S. N. C. I., organisation parastatale, dont les emprunts sont garantis par l'Etat, un prêt de 150 millions, soit DEUX FOIS ET DEMI son capital social!

Ainsi, un organisme para-étatique ne rougit pas de prêter des sommes énormes, empruntées à l'épargne belge avec garantie de l'Etat, à une entreprise dont le but avoué est de ravitailler la Wehrmacht!

De tels scandales doivent cesser et il est plus que temps que les responsables de si tristes exploits comprennent que leur attitude leur vaudra le châtiment impitoyable qui, tôt ou tard, frappera tous les « collaborateurs » dont la trahison permet à l'ennemi de prolonger son agonie.

MISE EN GARDE

Arrêté par la Gestapo, l'avocat Maurice BEUBLET, exclu du Parti Communiste depuis 1939, a accepté de jouer le mouchard. Que les personnes qui auraient des rapports avec ce lâche prennent donc les précautions qui s'imposent.

Nos camarades VAN DEN ABBEEL et VAN WEYENBERGHE ont été fusillés

Deux de nos jeunes camarades, Jean Van den Abbeel et Emile Van Weyenberghe viennent d'être fusillés par l'occupant. Livrés à la Gestapo par un mouchard, ces courageux militants avaient été condamnés à mort comme auteurs de l'exécution du chef de la Fabriekswacht, le V. N. V. Podevyn.

Le patriote Henri Weyers a été exécuté le 15 décembre, et ses bourreaux ont osé écrire que ce fut « pour des actes contraires aux intérêts de son pays »!

Ils seront vengés.

GRÈVE VICTORIEUSE

Une grève d'un jour et demi pour les salaires et le ravitaillement valut aux ouvriers de chez Tounquet, à Ixelles, d'obtenir satisfaction.

La lutte audacieuse des Partisans

Le communiqué n° 10 du commandement des Partisans belges montre que ces courageux combattants d'avant-garde continuent vaillamment leur lutte sur les arrières de l'ennemi.

Les voies de communication, point faible de la machine de guerre hitlerienne, ont été particulièrement visées par leur action. Un déraillement a été provoqué à Dottignies, ce qui a interrompu le trafic pendant deux jours sur la voie Courtrai-Lille. Un important sabotage a été effectué à la remise de locomotives de Marloie. A Bertrix, les câbles de signalisation ont été détruits. A Tamines, une bombe détruisit une locomotive et en endommagea plusieurs autres. Dans le Centre, le dynamitage simultané des croisements de voies sur 4 lignes différentes a désorganisé le trafic pendant 12 heures; le retard qui en est résulté pour les trains ouvriers a fait perdre des milliers d'heures de travail dans les usines de la région qui produisent toutes du matériel de guerre. A Solteghem, le dynamitage de la voie empêcha le départ d'un train de 600 mineurs.

Dans un charbonnage de Liége, un détachement de Partisans a maîtrisé le personnel de garde et interrompu l'exploitation en précipitant 6 wagonnets chargés dans le puits d'extraction.

A Sclessin, les Partisans ont attaqué un garage de la Wehrmacht et y ont détruit 12 motocyclettes Au charbonnage du Grand-Trait, le sabotage du transporteur principal du lavoir fit perdre 410 chariots de charbon à l'occupant.

Prenant, eux aussi, part à la lutte générale contre les déportations, les Partisans ont démoli de fond en comble l'immeuble où se trouvaient les bureaux d'embauche allemands, boulevard d'Avroy, à Liége. Fichiers et dossiers ont été proprement détruits. Le même exploit fut réalisé à Saint-Nicolas-Waes.

D'autre part, une série d'actions d'éclat a été exécutée dans les campagnes, non point contre d'honnêtes cultivateurs, comme la presse fasciste voudrait le faire croire, mais contre de gros fermiers rexistes ou V. N. V., méprisables affameurs qui vendent leurs produits à l'ennemi. Au tableau de chasse nous relevons : dix fermes incendiées en Flandre Occidentale, une à Bertrix, une à Anlier; deux hangars remplis de blé réquisitionné à Court-Saint-Etienne, une meule à Deux-Acren, un stock de lin en Sud Flandre, un dépôt de paille à Libramont et les grands moulins de Harlebeke.

La population approuve tellement ces actes justiciers que, quand le garage d'un rexiste brûla à Sainte-Cécile (Luxembourg), personne n'accepta d'aider à combattre le feu.

Quant aux traîtres, les coups tombent drus dans leurs rangs et les exécutions de vendus se succèdent à un rythme accéléré. Des dizaines d'agents de l'ennemi ont été mis hors d'état de nuire au cours de ces dernières semaines : l'avocat Sandra et un de ses accolytes du V. N. V. à Courtrai; un mouchard de la Gestapo à Menin; le policier Veeneman, qui avait dénoncé plusieurs de ses collaborateurs à Bruxelles; son collègue le V. N. V. Gillis, à Auderghem; le chef-rexiste de Cedinne; l'agent de la Corporation Simonis, à Soiron; le rexiste Martin, à Molenbeek; le vicaire rexiste Kaumont, agent de la Gestapo, etc., etc.

Voilà de l'excellent travail et l'on comprend que les méprisables laquais de l'occupant gémissent à longueur de colonnes dans la presse traduite quand ils voient le développement impétueux de l'action des Partisans.

Leur frousse prouve que les coups portent et leurs jérémiades hypocrites n'arriveront donc qu'à inciter les patriotes à rejoindre plus nombreux les rangs de ces courageux combattants de la liberté.

LES PAYSANS SE DÉFENDENT

Pour essayer de mater la résistance du village de Leefdael, près de Louvain, la Corporation organisa une descente massive de contrôleurs et gendarmes. Mais ce déploiement de force n'intimida nullement les cultivateurs; à quelque 150, ceux-ci marquèrent au contraire si éloquemment leur résolution de défendre leur bien que le chef des contrôleurs jugea plus prudent... d'appeler la Feldgendarmerie allemande à la rescousse.

Voilà l'Ordre Nouveau

Le règne des trusts et des cartels.

« Cassandre » annonce que l'économie dirigée allemande va être « démocratisée ». Autrement dit, le Dr. Funk, ministre de l'Economie du Reich, a décidé de confier de plus en plus la direction de la production « aux ententes constituées pour la réglementation des marchés, c'est-à-dire aux cartels ».

Quel aveu que le soi-disant « socialisme » hitlerien est le règne des trusts et des cartels !

La Belgique livrée aux ploutocrates nazis.

Maîtres du IIIe Reich, les trusts nazis poursuivent systématiquement la conquête économique des pays occupés. C'est ainsi que le grand trust allemand de l'électricité A. E. G. vient de constituer une filiale dans notre pays.

L'exploitation des consommateurs.

Il y a quelques mois, la presse traduite avait déclenché une campagne démagogique parce que les contrats conclus entre les administrations communales et les sociétés productrices obligeaient la population bruxelloise à payer le gaz et l'électricité à des prix excessifs.

A présent, ce sont les Grauls et consorts qui administrent le « Grand Bruxelles ». Ces messieurs se sont ils empressés de décréter un abaissement du tarif ? Que non ! A partir du 1er janvier, le prix du gaz et de l'électricité sera AUGMENTÉ dans la plupart des communes de l'agglomération.

Ainsi que les impôts communaux du reste, car l'Ordre Nouveau, c'est l'exploitation sans vergogne de la population.

Le scandale des " Groupements professionnels ".

Constitués par le secrétaire-général aux Affaires Economiques Leemans, qui en a arbitrairement nommé les « chefs », les « Groupements » généraux qui régentent à présent notre industrie favorisent systématiquement les gros industriels aux dépens des petits.

Un correspondant nous signale son cas, qui est typique. Pour pouvoir poursuivre son activité, il a dû s'inscrire au Groupement Métaux-Quincaillerie, et payer une cotisation. Ayant eu besoin de matières premières, de 100 kilos de clous et vis, il a régulièrement fait sa demande. Après un long mois d'attente, il a fini par recevoir, moyennant paiement de 6 francs contre remboursement, un bon pour 20 kilos, bon sans aucune valeur par surcroît, car il n'était valable que pour les marchandises disponibles chez les stockistes et ces derniers refusent de livrer quoi que ce soit.

Bref, comme le dit notre correspondant, pour pouvoir travailler, les petites maisons sont forcées de s'approvisionner au marché noir et de payer le prix fort.

Le marché noir des produits pharmaceutiques.

A propos de marché noir, chacun sait avec quel brio les gens de l'Ordre Nouveau accusent les cultivateurs et les petits « smokkeleers » de l'organiser par esprit de lucre. Ces accusations démagogiques visent à cacher les pillages de l'occupant et à justifier les saisies éhontées des Services de Contrôle.

Or, le marché noir sévit également dans des secteurs éminemment contrôlables, dans celui des produits pharmaceutiques, par exemple, où des spécialités, introuvables au prix fixé, se vendent sous le manteau avec un « honnête » supplément. En l'occurrence, la fabrication de ces produits étant monopolisée par quelques grosses firmes comme les Pharmacies Centrales de Belgique ou l'Union Chimique, rien ne serait plus facile que de découvrir les responsables de ces tripotages. Mais les Services de Contrôle de l'Ordre Nouveau se gardent d'inquiéter les trusts : ils préfèrent confisquer les quelques kilos de blé ou de beurre que d'humbles travailleurs s'efforcent de trouver dans nos campagnes.

La Quinzaine Internationale

Les pertes allemandes sur le front de l'Est.

Faisant le bilan de l'offensive déclenchée dans la région de Stalingrad, le Bureau d'Informations Soviétiques a signalé que, du 19 novembre au 11 décembre, l'ennemi avait eu 94.000 tués et 72.000 prisonniers.

Sur le front du Centre, 75.000 nazis furent tués et 2.000 faits prisonniers.

Si l'on ajoute à ces pertes celles qui se sont produites depuis lors, notamment les quelque 120.000 prisonniers et tués sur le Don central, on constate que près de 400.000 nazis ont été mis hors combat au cours des six dernières semaines.

On comprend dès lors à quel point Hitler a besoin d'hommes pour combler ces trous. Et combien il est important que nous refusions d'aller remplacer dans les usines allemandes des hommes qu'il enverrait au front.

GRÈVE AU PALAIS DE JUSTICE !

Les milieux judiciaires relèvent la tête. Le 10 décembre, la Cour d'appel de Bruxelles a jeté le désarroi dans le camp hitlerien, en déclarant illégales les « grandes agglomérations » créées par Romsée.

Avec sa balourdise habituelle, l'occupant réagit en arrêtant les magistrats qui avaient rendu cet arrêt, ce qui provoqua aussitôt une riposte décisive : la grève des tribunaux soutenus en bloc par les avocats bruxellois. Le calme ne revint que trois jours plus tard, après qu'une intervention de Schuind eut fait relâcher les emprisonnés.

Mais pour le reste, Romsée ne sait plus comment se tirer de l'impasse dans laquelle il s'est fourvoyé. Sentant approcher la défaite, ses acolytes, les autres secrétaires généraux, refusent de se solidariser avec lui. Les Allemands sont furieux de cette aventure qui leur vaut des nouvelles difficultés dont ils se seraient volontiers passé. Et la proclamation de l'illégalité des « grands » Anvers, Bruxelles, Liége, etc., paralyse tout l'édifice laborieusement échafaudé par les valets de Hitler. Rien n'empêche désormais, par exemple, les contribuables de refuser de payer les taxes communales aux nouvelles autorités communales... qui n'existent pas aux yeux de la loi. Et l'ancien secrétaire communal de Schaerbeek a donné l'exemple de la résistance en interdisant à la banque dépositaire des deniers communaux d'en verser un seul centime à la bande de Grauls.

En désespoir de cause, Romsée a chargé une commission de juristes de trouver un « compromis » qui le sauverait. Nous voulons croire qu'aucun patriote ne se prêtera à cette comédie et que les personnes pressenties (on parle du bâtonnier Veldekens) refuseront de repêcher le traître Romsée au moment où le sol cède sous ses pieds.

Le pays n'admettrait pas que les milieux judiciaires recommencent le coup du « compromis » qui provoqua une indignation si légitime l'été dernier. L'heure n'est plus aux capitulations !

MERCI !

Staline le vainqueur, 120 : De « Mar » pour que la danse continue à Stalingrad, 100 ; « Bure », 260 ; Déporté 14-18, 25 ; Pour la paix, 20 ; Anonyme, 10 ; Pour les Partisans, 10 ; 122-Luc, 100 ; De Tchantchet, pour que Hitler crève, 50 ; M. M. de P., 200 ; Vive Staline, 25 ; Vive Tchimotencho, 60 ; Pour venger Cordier et Juvenois, de la part de quelques camarades de Tertre, 25 fr ; Pour que les défenseurs de Stalingrad tiennent bon. Pour que Hitler soit brûlé. (s) Un groupe de sympathisants, 85 fr. ; Pour la victoire de l'U. R. S. S., 20 fr.

Rectification. — C'est 100 fr. qui ont été versés « Pour Berthe » (et non 50 fr. comme imprimé par erreur dans le n° 41).

Mussert au " pouvoir ".

L'octroi du « pouvoir » à Mussert en Hollande part du reste dans une large mesure du manque d'hommes dont souffrent les Allemands : il s'agit avant tout d'utiliser cette triste copie-conforme de nos Elias et Degrelle pour décharger les autorités occupantes d'une série de besognes qu'ils confient à leurs hommes de main indigènes. Cette incorporation croissante des pays occupés dans la machine de guerre allemande nous guette aussi. Certains milieux nazis songent à utiliser nos populations à des fins directement militaires et la perspective d'une conscription générale des hommes de 18 à 55 ans n'est certainement pas si fantaisiste que les démentis officieux veulent le faire croire.

A cela, une seule riposte : intensifier la lutte et taper toujours plus dur sur les traîtres.

Laval devant l'obstacle.

Ayant été humblement chercher ses ordres chez Hitler, Laval va maintenant essayer de mettre la France encore plus totalement au service de l'Axe. Tâche malaisée, non seulement parce qu'il devra résister aux crocs-en-jambe que lui tendront ses rivaux dans la trahison, les Doriot et les Benoist-Mechin, mais aussi et surtout parce que le peuple de France se dresse de plus en plus résolument contre ses bourreaux. Grèves et coups de main de Partisans se multiplient : les combats d'Afrique du Nord galvanisent tous les courages.

L'assassinat de Darlan.

L'assassinat de Darlan, pour être mystérieux, ne détournera personne de la tâche qui doit unir tous les Français : celle de la lutte contre Hitler. La personnalité de l'amiral Tourneveste était trop peu sympathique pour que quiconque s'apitoye sur son sort.

Son successeur, le général Giraud a proclamé sa volonté de lutter de toutes ses forces avec les Alliés. C'est l'essentiel.

Franz Dalhem a été livré à Hitler.

Certains miliciens des Brigades Internationales se trouvaient encore dans les camps de concentration du Midi de la France. Avant même que les troupes nazies n'occupent la zone nono, Pétain-Laval eurent la bassesse de livrer plusieurs de ces courageux antifascistes aux tortionnaires de la Gestapo et de l'OVRA. C'est ainsi que sept militants ouvriers allemands, parmi lesquels notre camarade Franz DALHEM, ancien député au Reichstag et un des secrétaires du Parti Communiste allemand, furent transférés en Allemagne. Trois internés italiens, parmi lesquels LONGO, un des dirigeants du Parti Communiste italien, furent livrés à Mussolini.

Contre les atrocités antisémites.

Les gouvernements de l'U. R. S. S., de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et ceux des autres pays en lutte contre l'Allemagne hitlerienne et ses complices en Europe ont publié une déclaration commune dans laquelle ils flétrissent le traitement inhumain infligé par les fascistes allemands aux Juifs des pays occupés.

Après avoir énuméré les faits révoltants tels que déportation, séparation des familles, camps de concentration, exécution des enfants, etc., la déclaration affirme la résolution des Nations Unies de châtier tous les coupables de ces crimes.

Les berceaux vides.

Les dernières statistiques montrent que l'excédent des décès sur les naissances s'accentue au fur et à mesure que se prolonge l'occupation. Pour le premier semestre de 1942 il y eut 69.629 décès contre seulement 53.233 naissances.

Les voleurs.

Goebbels s'est abondamment vanté de ce que la ration de pain avait été... ramenée à son niveau d'il y a un an en Allemagne. Il s'est, bien entendu, abstenu d'ajouter que cette « augmentation » résultait des pillages opérés par les nazis chez leurs voisins, non seulement chez nous mais même chez les « alliés » de l'Axe.

On annonce ainsi, qu'en Hongrie, pays producteur de blé s'il en est, la ration quotidienne de pain est réduite de 200 à 160 grammes.

Voici l'U. R. S. S.

LES PENSIONS DE VIEILLESSE ET D'INVALIDITÉ

A l'heure où l'Ordre Nouveau nazi condamne chez nous des milliers de vieillards à mourir littéralement de faim, il est particulièrement intéressant de voir quelle vie heureuse le régime soviétique assure aux vieux travailleurs, aux invalides et aux malades.

Examinons, par exemple, le sort des vieux mineurs en U. R. S. S. C'est le domaine où, chez nous, à la suite de longues luttes, les vieux travailleurs étaient arrivés à obtenir un peu plus que la misérable rente de vieillesse que les travailleurs des autres professions ne touchent ici qu'à 65 ans. Combien dérisoire pourtant paraît ce qui avait été accordé chez nous en comparaison des avantages dont jouissent les pensionnés soviétiques !

En U. R. S. S., c'est en effet dès l'âge de 50 ans que le mineur qui a travaillé au moins 20 ans dans la mine (dont au moins 10 ans au fond) peut prendre sa pension. A cet âge là, le mineur qui abandonne le travail a droit à une pension égale à 57 p. c. de son salaire (à 66 p. c. s'il a travaillé au moins 23 ans, ce qui pratiquement est presque toujours le cas). S'il s'agit d'un mineur atteint d'une infirmité grave, sa pension est de 70 p. c. s'il a travaillé 20 ans, de 80 p. c. s'il a travaillé 23 ans. Si son état de santé exige qu'il reçoive des soins d'une tierce personne, sa pension atteint 91 p. c. de son salaire s'il a travaillé 20 ans et son SALAIRE ENTIER s'il a travaillé au moins 23 ans.

Un mineur qui doit abandonner le travail avant d'avoir atteint l'âge de 50 ans à la suite d'un accident ou d'une maladie professionnelle bénéficie d'une pension d'invalidité calculée de façon analogue : s'il n'est atteint que d'une invalidité légère, il recevra 35 p. c. de son salaire s'il a travaillé 10 ans et 2 et 3 p. c. de plus par année de travail supplémentaire jusqu'à 23 ans, cas où il recevra 66 p. c. de son salaire. S'il est atteint d'une invalidité plus grave, il recevra une pension allant de 49 p. c. à 80 p. c. de son salaire ; s'il est atteint d'une invalidité totale, de 69 à 100 p. c.

Qu'il s'agisse de vieillesse, de maladie ou d'accident, le degré d'invalidité est déterminé par une commission de médecins en liaison avec les conseils d'assurances sociales élus par les ouvriers de l'entreprise.

En cas de maladie, chaque ouvrier qui a travaillé pendant au moins 2 ans touche son salaire plein DÈS LE PREMIER JOUR D'ABSENCE ; s'il n'a travaillé qu'un an, il en touche 75 p. c. ; s'il a travaillé moins d'un an, il en touche les deux-tiers. Si la maladie dure plus de 20 jours, l'ouvrier touche DE TOUTES FAÇONS son salaire plein.

Une femme touche son salaire dans les mêmes conditions si la maladie de ses enfants exige sa présence à la maison.

En outre, chaque malade reçoit gratuitement le traitement médical par des médecins spécialisés ainsi que les médicaments et tous les traitements, soit à la clinique ou à l'hôpital, soit à la maison. Après des maladies graves, un congé payé dans un sanatorium ou dans une maison de repos est accordé. Tout ceci se fait sans qu'un seul kopek soit retenu sur les salaires des travailleurs pour les assurances ; c'est l'Etat socialiste qui prend le tout à sa charge.

Enfin, au cas où un ouvrier meurt à la suite d'un accident ou d'une maladie, sa famille reçoit une pension dont le taux varie suivant le nombre de personnes à charge et qui peut se monter à 100 p. c. du salaire du décédé dès que la famille se compose de 4 personnes.

Ce régime de rentes et de pensions montre que la société socialiste prend soin non seulement des travailleurs, mais aussi de ceux qui doivent abandonner la production. Dans aucun autre pays au monde on ne peut trouver un tel système d'assurances sociales. Le régime soviétique a réalisé le mot d'ordre de Staline : « Le souci de l'homme est la tâche la plus grande et la plus importante. »

Des grèves contre les déportations

(*Suite de la page 1*)

montre qu'IL Y A MOYEN de faire reculer l'occupant : en faisant grève sur le tas malgré toutes les menaces, en s'entendant avec les patrons pour que ceux-ci soutiennent la résistance ouvrière et en faisant appel à la population toute entière pour organiser la solidarité avec les travailleurs en lutte.

Ce que l'ennemi craint plus que tout, c'est de voir L'ENSEMBLE de la population se dresser contre lui. Il peut certes encore envoyer sa gendarmerie cueillir par-ci par-là des ouvriers récalcitrants mais il manque d'hommes pour réprimer par la force la lutte générale déclenchée par les travailleurs aux quatre coins du pays ; il sait qu'il sera débordé le jour où toute la population lui tiendra tête.

Travailleurs, vous êtes tous au même titre menacés d'être déportés : ne permettez donc pas à l'occupant de vous rafler par petits paquets. Faites bloc ! Organisez dès à présent dans toutes les usines, dans tous les quartiers, vos Comités de lutte et de solidarité pour coordonner la résistance et assurer l'aide matérielle aux travailleurs qui résistent. En cas d'alerte, refusez de répondre aux convocations, déclenchez la grève, occupez l'entreprise et, si la Gestapo intervient, ripostez à la violence par la violence, détruisez les machines et le matériel. Soustrayez-vous par tous les moyens aux chasseurs d'hommes : cachez-vous s'il le faut chez des amis ou rejoignez les détachements de Partisans pour continuer dans l'illégalité la lutte contre l'ennemi détesté.

Se laisser déporter, c'est se laisser expédier vers la mort dans les bagnes de travail de Hitler. La victoire approche : hâtons-la en faisant bloc contre l'ennemi ; forçons-le par notre lutte à renoncer à ses sinistres desseins !

Aider ceux qui luttent

Après avoir solennellement protesté contre la barbarie des déportations, le cardinal Van Roey a fait lire en chaire, dans toutes les églises de Belgique, un appel pour l'aide matérielle aux déportés et à leurs familles.

Cette initiative mérite l'approbation générale, mais elle ne peut oublier bien entendu qu'il faut aussi — nous pouvons dire surtout — aider les travailleurs qui **résistent** ; ceux qui refusent de répondre aux convocations, ceux qui se cachent pour se soustraire aux rafles, ceux qui déclenchent la grève pour faire reculer l'ennemi.

Que l'Eglise ait jugé impossible de braver ouvertement l'occupant en lançant publiquement un tel appel, soit. Mais son demi-silence n'empêchera pas, au contraire, que croyants et athées, unis par une même ferveur patriotique, n'organisent la solidarité envers les réquisitionnés dont la résistance courageuse porte des coups si durs aux desseins de Hitler.

Justice pour les vieux !

En provoquant une hausse insensée du coût de la vie, l'Ordre Nouveau a réduit à moins que rien les pensions dérisoires de nos vieux.

Nombreux sont les vieillards qui souffrent atrocement de la faim et le pis c'est que, dans beaucoup de cas, les paiements ne s'effectuent qu'avec des retards considérables.

Quand les malheureux se présentent alors au Bureau des réclamations de Bruxelles, les préposés se bornent à leur remettre un formulaire que bien des pauvres vieux sont incapables de remplir eux-mêmes ; ils doivent retourner chez eux pour charger leur famille de le faire, effectuer un nouveau déplacement dans le froid, corvée particulièrement pénible pour des personnes âgées ou infirmes.

Les services compétents ne pourraient-ils faire preuve d'un peu plus d'humanité à l'égard de ces pitoyables victimes de l'Ordre Nouveau ? Et les autorités, qui ne regardent pas aux millions quand il s'agit de créer des Offices d'inspiration fasciste, ne pourraient-elles augmenter sérieusement les pensions pour les réadapter au coût de la vie ?

Que les vieux pensionnés s'unissent pour aller exiger ensemble qu'on leur rende justice !

1943 doit être l'année de la victoire !

(*Début en page 1*)

d'abord qui se doivent de participer à la lutte avec autant de résolution, de fermeté, d'abnégation que les combattants soviétiques. Les opérations qui se déroulent dans le Nord africain montrent que les Anglo-Américains sont maintenant décidés à s'engager dans cette voie qui est, de toute évidence, la seule qui conduise à la victoire.

Mais les peuples opprimés par Hitler ont aussi des devoirs : il ne suffit pas qu'ils se réjouissent de voir que l'initiative est passée aux mains de la coalition anglo-soviéto-américaine. Pour que l'année 1943 soit celle de la libération, il faut que la lutte soit menée sur le front intérieur avec autant d'intrépidité que sur le front de l'Est.

* * *

L'année 1942 a vu notre peuple faire un pas en avant dans ce sens.

Les grèves se sont multipliées, le sabotage s'est généralisé, le blé et le charbon destinés à l'ennemi ont été pillés, les traîtres ont été traqués.

Unis au sein du Front de l'Indépendance, les patriotes les plus résolus ont déclenché de vigoureuses manifestations contre l'occupant, et les Partisans belges, puissamment organisés à présent, ont porté des coups de plus en plus efficaces à la production de l'ennemi et semé la panique parmi les valets de l'occupant.

Pour que 1943 soit l'année de la victoire, il faut que la lutte de notre peuple pour sa liberté se développe avec encore plus d'audace et d'impétuosité.

Notre Parti Communiste mettra tout en œuvre pour qu'il en soit ainsi. Il y a tout juste un an, le Comité Central du Parti indiquait comme tâche essentielle celle « d'élever sans cesse et par tous les moyens, le niveau de la lutte des peuples flamand et wallon pour leur libération, d'entraîner des couches toujours plus larges de la population ».

« Les communistes, ajoutait-il, seront les meilleurs guides tant dans les luttes revendicatives et antifascistes que dans les combats armés, les organisateurs les plus dévoués du Front de Lutte pour l'indépendance du pays. En aucun cas ils ne se borneront à « attendre » les événements et la victoire. Ils feront face à la répression et donneront l'exemple du dévouement, de la discipline et de l'esprit de combat à tous les travailleurs, à tous les combattants de la liberté. »

Malgré une répression sanguinaire, quoique des dizaines de nos camarades, des hommes comme Soupart, comme Juvenois, comme Guillissen, soient tombés sous les balles nazies, quoique plus de 1.500 militants communistes, notre cher Julien Lahaut en tête, subissent les pires tortures dans les camps de concentration allemands, notre Parti Communiste a courageusement rempli les tâches qu'il s'était fixé, faisant preuve d'une fermeté qui lui a valu la confiance d'une partie toujours croissante de la population et l'estime de tous les patriotes.

L'année 1943 verra notre Parti Communiste, ses membres, ses sympathisants, continuer avec encore plus d'énergie dans cette voie. Tous les travailleurs, tous les patriotes auxquels les douze derniers mois de lutte ont appris à connaître et à estimer notre Parti se feront un devoir de soutenir ses efforts et de rejoindre ses rangs.

Et le pays tout entier répondra à l'appel que le Parti Communiste lui lance au début de l'année nouvelle : il unira toujours plus étroitement ses forces et frappera l'ennemi avec toujours plus de puissance pour que 1943 soit l'année de la libération.